

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité du 6 septembre 2010;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 novembre 2010;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'avis 49.058/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 février 2011;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 24 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 novembre 2010, est complété par un paragraphe 12 rédigé comme suit :

« § 12. La prestation 550115-550126 est effectuée par un laboratoire de biologie clinique qui est en même temps agréé comme structure intermédiaire de matériel corporel humain et qui a conclu un accord de collaboration avec un centre de fécondation en vue d'une évaluation de la qualité de l'activité médicale visée, tels que visés à l'article 3, § 4, alinéa 8, de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 avril 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 6 september 2010;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 18 november 2010;

Gelet op advies 49.058/2 van de Raad van State, gegeven op 14 februari 2011;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het artikel 24 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 2010, wordt aangevuld met een paragraaf 12, luidende :

« § 12. De verstrekking 550115-550126 wordt uitgevoerd door een laboratorium voor klinische biologie dat tegelijkertijd erkend is als intermediaire structuur voor menselijk lichaamsmateriaal en een samenwerkingsovereenkomst heeft afgesloten met een fertiliteitscentrum met het oog op een evaluatie van de kwaliteit van de bedoelde medische activiteit, zoals bedoeld in artikel 3, § 4, achtste lid, van de wet van 19 december 2008 inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing van de mens of het wetenschappelijk onderzoek. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 april 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 1042

[C — 2011/09275]

4 AVRIL 2011. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 mai 2007 relatif au stage et à la formation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, l'article 5, § 3;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, l'article 46, alinéa 2;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 2007 relatif au stage et à la formation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, les articles 31 à 33;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 février 2010;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 22 avril 2010;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 11 mai 2010;

Vu le protocole de négociation n° 15 du comité de négociation des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, conclu le 30 novembre 2010;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 1042

[C — 2011/09275]

4 APRIL 2011. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 mei 2007 betreffende de stage en de vorming van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, artikel 5, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, artikel 46, tweede lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 mei 2007 betreffende de stage en de vorming van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, de artikelen 31 tot 33;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 februari 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 22 april 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 11 mei 2010;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 15 van het onderhandelingscomité van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, gesloten op 30 november 2010;

Vu l'avis 49.070/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la fonction d'assistant de protection est une nouvelle fonction et que l'organisation de la première mesure des acquis, méthode d'évaluation des aptitudes requises à la nomination à titre définitif, a fait apparaître certaines anomalies;

Considérant qu'il convient, par conséquent, de réajuster les modalités d'application de la mesure des acquis afin que celle-ci permette, avec toute la pertinence nécessaire par rapport à la nature particulière des missions dévolues aux services extérieurs, d'apprécier les aptitudes et les connaissances acquises au cours du stage,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 31 de l'arrêté ministériel du 4 mai 2007 relatif au stage et à la formation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, alinéa 3, les mots "d'assistant de protection," sont insérés entre les mots "pour exercer la fonction" et les mots "d'inspecteur";

2^o le § 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 3.- Pour les commissaires et les inspecteurs, la mesure des acquis est orale après une préparation écrite de vingt minutes. Elle porte sur l'analyse d'un cas pratique faisant intervenir des éléments des modules suivis pendant la formation du stage et devant permettre la mise en œuvre de la résolution du cas pratique.

Pour les assistants de protection, la mesure des acquis consiste exclusivement en une simulation d'une mission de protection du niveau de leur fonction afin de mesurer l'acquis des techniques de protection et de vérifier la maîtrise du tir et de la violence.

Les membres du jury assistent à la simulation."

Art. 2. L'article 32 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 32.- La mesure des acquis est organisée, pour les assistants de protection, entre le dixième mois et la fin du douzième mois du stage et, pour les inspecteurs et les commissaires, entre le vingt-deuxième mois et la fin du vingt-quatrième mois du stage."

Art. 3. L'article 33 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 33.- § 1^{er}.- La mesure des acquis des commissaires et des inspecteurs se déroule devant un jury composé de trois chefs de section couvrant des pratiques opérationnelles différentes. Le chef de section de l'inspecteur ou du commissaire concerné ne peut être membre du jury.

La mesure des acquis des assistants de protection se déroule devant un jury composé de trois chefs de section dont deux au moins ont une expérience antérieure à la protection. Le chef de la section de protection ne peut être membre du jury.

Les membres du jury sont désignés par la direction générale sur proposition du service de formation et de développement ainsi que du directeur des opérations. Par tirage au sort, l'un d'entre eux assure la présidence du jury. Les décisions sont prises à la majorité.

En cas d'absence d'un membre du jury, un remplaçant satisfaisant aux mêmes conditions que le membre du jury est désigné de la même façon.

§ 2.- Les simulations visées à l'article 31, § 3, alinéa 2 sont organisées par les formateurs. Les membres du jury peuvent faire appel à des conseillers techniques qui ont l'expertise requise dans les techniques évaluées pour les éclairer. Ces conseillers techniques sont indépendants de l'organisation de ladite mesure et ne peuvent y avoir pris part de quelque manière que ce soit.

§ 3.- Le secrétariat de la mesure des acquis est assuré par le responsable de stage ou en cas d'absence de celui-ci, par un mentor désigné à cette fin par le directeur du service de formation et de développement.

§ 4.- Les responsables de stage et les mentors assistent à la mesure des acquis sans voix délibérative."

Bruxelles, le 4 avril 2011.

S. DE CLERCK

Gelet op advies 49.070/2 van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de functie van beschermingsassistent nieuw is en dat de organisatie van de eerste meting van verworvenheden, evaluatiemethode van de vaardigheden die vereist zijn voor de definitieve benoeming, bepaalde anomalieën aan het licht heeft gebracht;

Overwegende dat bijgevolg de toepassingsmodaliteiten van de meting van verworvenheden herzien dienen te worden opdat deze het zou toelaten om de vaardigheden en kennis die tijdens de stage verworven zijn, te beoordelen met de nodige relevantie in verhouding tot de opdrachten die aan de buitendiensten toevertrouwd zijn,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 31 van het ministerieel besluit van 4 mei 2007 betreffende de stage en de vorming van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, derde lid, worden de woorden "van beschermingsassistent," ingevoegd tussen de woorden "de functie" en de woorden "van inspecteur";

2^o § 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3.- Voor de commissarissen en inspecteurs gebeurt de meting van verworvenheden mondeling na een schriftelijke voorbereiding van twintig minuten. Een praktijkgeval wordt geanalyseerd en hierbij wordt gebruik gemaakt van elementen uit de modules die tijdens de opleiding van de stage gevolgd werden. Uit deze elementen zou de oplossing van het praktijkgeval moeten volgen.

Voor de beschermingsassistenten gaat de meting van verworvenheden uitsluitend om een simulatie van een beschermingsopdracht van het niveau van hun functie. Aan de hand van deze simulatie kan gemeten worden of de beschermingstechnieken verworven zijn en kan de beheersing van schieten en geweld gecontroleerd worden.

De leden van de jury wonen de simulatie bij."

Art. 2. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 32.- De meting van verworvenheden gebeurt voor de beschermingsassistent, tussen de tiende maand en het einde van de twaalfde maand van de stage en voor de inspecteurs en de commissarissen, tussen de tweeëntwintigste maand en het einde van de vierentwintigste maand van de stage."

Art. 3. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 33.- § 1.- De meting van verworvenheden van de commissarissen en inspecteurs wordt afgelegd voor een jury die bestaat uit drie sectiechefs die verschillende operationele praktijken hebben. De sectiechef van de betrokken inspecteur of commissaris kan geen lid van de jury zijn.

De meting van verworvenheden van de beschermingsassistenten wordt afgelegd voor een jury die bestaat uit drie sectiechefs. Minstens twee leden hebben een voorgaande ervaring op het vlak van bescherming. De sectiechef van de protectie kan geen jurylid zijn.

De juryleden worden aangeduid door de directie-generaal op voorstel van de dienst vorming en ontwikkeling, alsook van de directeur van de operaties. Door loting wordt bepaald wie van hen als voorzitter van de jury optreedt. De beslissingen worden bij meerderheid genomen.

In geval van afwezigheid van een jurylid, wordt een vervanger die aan dezelfde voorwaarden van het jurylid voldoet, aangeduid op dezelfde manier.

§ 2.- De simulaties bedoeld in artikel 31, § 3, tweede lid worden door de opleiders georganiseerd. De juryleden mogen een beroep doen op technische adviseurs die de vereiste expertise hebben in de geëvalueerde technieken en die deze kunnen toelichten. Deze technische adviseurs maken geen deel uit van de organisatie van deze meting en mogen hieraan op geen enkele manier deelnemen.

§ 3.- Het secretariaat van de meting van verworvenheden wordt verzekerd door de stageverantwoordelijke of in geval van afwezigheid van deze, door een mentor die hiervoor door de directeur van de dienst vorming en ontwikkeling wordt aangeduid.

§ 4.- De stageverantwoordelijken en mentors wonen de meting van verworvenheden bij, maar zijn niet stemgerechtigd."

Brussel, 4 april 2011.

S. DE CLERCK